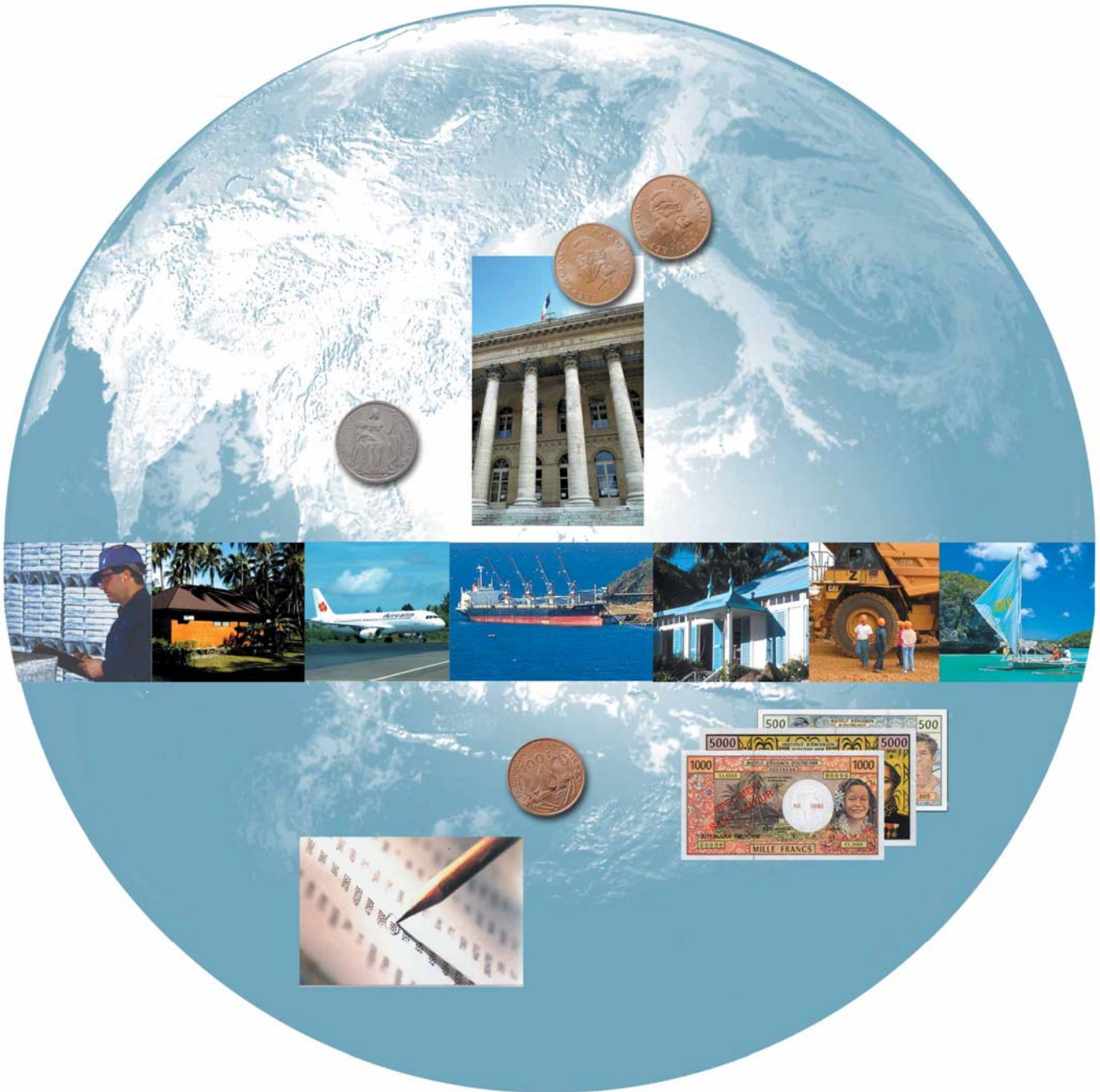


Nouvelle-Calédonie

RAPPORT ANNUEL

La balance des paiements

2007



SOMMAIRE

LES GRANDS TRAITES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA NOUVELLE-CALEDONIE EN 2007 P 2

I - Avant-propos	P 4
II - Remarques liminaires	P 5
III - Les révisions méthodologiques	P 6
IV - L'environnement économique de la Nouvelle-Calédonie en 2007.....	P 6

ANALYSE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

V - Le compte de transactions courantes.....	P 10
5.1 Les biens	
5.2 Les services	
5.3 Les revenus	
5.4 Les transferts courants	
VI - Le compte de capital	P 19
VII - Le compte financier.....	P 20
7.1 Les investissements directs	
7.2 Les investissements de portefeuille	
7.3 Les autres investissements	
7.4 Les avoirs de réserve	
VIII - Les erreurs et omissions nettes.....	P 25

* * *

Annexe 1 : La balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie en 2007.....	P 26
Annexe 2 : Graphiques des soldes du compte de transactions courantes et du compte financier	P 28
Annexe 3 : Périmètre de déclaration de la balance des paiements.....	P 30

LES GRANDS TRAITES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ¹ DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE EN 2007

Les évolutions de la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie en 2007 interviennent dans un contexte où l'activité économique du territoire a été dynamique et les cours du nickel élevés.

En 2007, le solde du compte de transactions courantes enregistre un déficit de 38,8 milliards de F CFP et le solde du compte financier un excédent de 26,2 milliards de F CFP.

Principaux postes de la balance des paiements

en milliards de F CFP

	Crédits		Débits		Soldes	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007
COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	277,2	342,4	327,9	381,2	-50,7	-38,8
Biens	113,6	167,9	183,8	226,1	-70,2	-58,2
Services	45,0	47,4	106,3	114,3	-61,3	-66,9
Revenus	57,0	60,6	16,9	17,3	40,1	43,3
Transferts courants	61,6	66,5	20,9	23,5	40,7	43,0
COMPTE DE CAPITAL	1,0	1,2	0,2	0,9	0,9	0,3
COMPTE FINANCIER	532,1	682,3	487,5	656,2	44,6	26,1
Investissements directs	168,9	215,8	100,6	158,9	68,3	56,9
Investissements de portefeuille	68,1	96,5	72,3	109,0	-4,2	-12,5
Autres investissements	295,1	370,0	314,6	388,3	-19,5	-18,3
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	5,8	12,3	0,0	0,0	5,8	12,3

Sources : BDF / IEOM

Le compte de transactions courantes

Le compte de transactions courantes se caractérise par un solde déficitaire (- 38,8 milliards de F CFP) en amélioration par rapport à 2006. Cette évolution provient principalement du commerce extérieur : les exportations en valeur, en particulier de nickel, ont progressé plus rapidement que les importations en raison de l'augmentation des cours du nickel au London Metal Exchange (LME). Ainsi, les échanges de biens voient leur déficit se réduire pour passer de 70,2 à 58,2 milliards de F CFP. De son côté, l'accroissement du solde excédentaire des revenus et des transferts courants (+ 5,5 milliards de F CFP) a été absorbé par la dégradation du solde des services (-5,6 milliards de F CFP). Ce poste s'est alourdi avec le chantier de construction de l'usine hydro métallurgique du sud (Goro-Nickel) qui a nécessité le recours à des prestations extérieures de services de construction ainsi que de services aux entreprises.

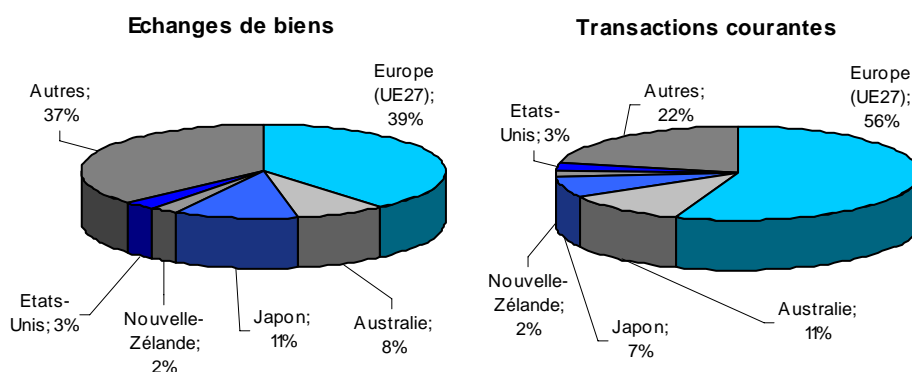
Le solde des revenus (+ 43,3 milliards de F CFP) et le solde des transferts courants (+ 43,0 milliards de F CFP) contribuent à limiter le déficit des transactions courantes. Le premier est constitué principalement des salaires versés aux fonctionnaires, le second solde provient des administrations publiques métropolitaines et finance les dépenses d'équipement

¹ Les chiffres de l'année 2006 ont été révisés

(investissements, travaux d'infrastructures) et de fonctionnement des administrations publiques de la Collectivité.

La répartition géographique des flux de transactions courantes

Sur le plan géographique, l'Union européenne reste le premier partenaire de la Nouvelle-Calédonie avec 39 % des échanges de biens (exportations + importations), dont 21 % pour la Métropole. Le Japon (11 % des échanges) est le deuxième partenaire devant l'Australie (8 %). Pour l'ensemble des flux de transactions courantes, les pourcentages s'établissent respectivement à 56 % (dont 44 % pour la Métropole), 7 % et 11 %.



Le compte financier

Le compte financier regroupe les échanges d'actifs entre la Nouvelle-Calédonie et le reste du monde. Par construction, ils équilibrent le solde des transactions courantes et sont distingués selon trois grandes catégories d'actifs : les investissements directs qui retracent les opérations de fusions-acquisitions impliquant un transfert d'actifs, les créations de structures productives ou les extensions de capacités de filiales déjà existantes ; les investissements de portefeuille qui mesurent les achats et ventes de titres ; les « autres investissements » qui recouvrent les opérations de prêts et emprunts.

Le compte financier fait apparaître pour 2007 des entrées nettes de capitaux pour un montant de 26 milliards de F CFP. Les investissements directs (ID) des entreprises étrangères en Nouvelle-Calédonie sont soutenus. Ils ont atteint en 2007 un total de 210 milliards de F CFP après 167 milliards en 2006. Le solde net des ID se traduit par une entrée de 56,9 milliards de F CFP en Nouvelle-Calédonie.

Les investissements de portefeuille ont enregistré un solde négatif. Les résidents ont procédé au cours de l'année sous revue à des achats nets de titres de non-résidents pour 12,5 milliards de F CFP contre 4,2 milliards en 2006.

Enfin, les autres investissements, qui retracent notamment les opérations de dépôt et de crédit vis-à-vis de l'extérieur, se soldent par des sorties de 18,2 milliards de F CFP, contre 19,6 milliards de F CFP en 2006. Dans le détail, on constate en sortie 3,8 milliards de F CFP pour les administrations publiques (recul de leur endettement à l'extérieur) et 24,3 milliards de F CFP pour les entreprises et les ménages (augmentation de leurs placements à l'extérieur, recul de leur endettement à l'extérieur). En entrée, on relève un montant de 16,1 milliards de F CFP pour le secteur bancaire, qui correspond à un accroissement du refinancement à l'extérieur.

* * *

I - AVANT-PROPOS

La balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie est élaborée sur la base des déclarations effectuées par l'ensemble des établissements de crédit de la place, ainsi que par le Trésor public et le Centre financier de l'Office des Postes et Télécommunications (OPT).

Plusieurs entreprises du secteur marchand (industries, compagnies aériennes, compagnies pétrolières) fournissent également des informations au titre de déclarants directs.

Enfin, l'Institut de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie (ISEE) communique les chiffres relatifs au commerce extérieur de la Nouvelle-Calédonie centralisés par le service des Douanes et les chiffres relatifs à la rubrique « voyages ».

Il convient de remercier l'ensemble de ces déclarants pour le travail accompli et tout particulièrement les personnes qui, dans les banques, les entreprises et les organismes publics, ont contribué à l'élaboration de cette balance des paiements.

II – Remarques liminaires

Définition : la balance des paiements est un document statistique présenté suivant les règles de la comptabilité en partie double, qui rassemble et ordonne, dans un cadre défini, l'ensemble des opérations économiques et financières donnant lieu à transfert de propriété entre les résidents d'un territoire économique et les non-résidents au cours d'une période donnée. La balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie recense les flux entre les résidents du territoire et les non-résidents (l'étranger et le reste de la France ¹) sur une période annuelle : opérations sur biens et services, revenus, transferts et flux financiers. Pour les opérations non financières, c'est en quelque sorte le compte de résultats de la Nouvelle-Calédonie vis-à-vis de l'extérieur, qui trouve sa traduction financière dans le même document. Les données recensées dans la balance des paiements fournissent des éléments d'information précieux pour les différents acteurs économiques de la Nouvelle-Calédonie

Le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie a chargé l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) d'établir, en liaison avec la Banque de France, une balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie. Sa mise en chantier, en 1998, a répondu à deux objectifs :

– apporter aux autorités de l'État et de la Nouvelle-Calédonie un meilleur éclairage sur les échanges extérieurs.

– mettre l'appareil statistique français en conformité avec la réglementation européenne : selon la décision du 26 juillet 1991 de la Commission des Communautés européennes, les collectivités d'outre-mer, telle la Nouvelle-Calédonie, n'appartiennent pas au territoire économique de l'Union européenne. Il est alors nécessaire de pouvoir isoler leurs échanges au sein de la balance des paiements de la France et donc, en pratique, d'établir leur propre balance des paiements.

Pour ce faire, il a été demandé aux établissements de crédit situés en Nouvelle-Calédonie, ainsi qu'au Trésor Public et au Centre financier de l'Office des Postes et Télécommunications, de rendre compte de tous les paiements qu'ils émettent ou qu'ils reçoivent, entre la Nouvelle-Calédonie et le reste de la France, pour leur propre compte ou pour le compte de leur clientèle. Ces déclarations se sont ajoutées au recensement des opérations réalisées avec l'étranger qu'ils effectuent depuis plusieurs années. Ainsi, la balance des paiements retrace l'ensemble des mouvements financiers et non financiers entre les résidents calédoniens et les non-résidents ².

¹ Par « reste de la France », il faut entendre la France métropolitaine (y compris la principauté de Monaco), les quatre départements français d'outre-mer, les collectivités d'outre-mer de la Polynésie française et de Wallis et Futuna, ainsi que la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et la collectivité départementale de Mayotte.

² Rappelons qu'est considérée comme résidente en Nouvelle-Calédonie, au sens de la balance des paiements, toute personne physique ayant son centre d'intérêt principal en Nouvelle-Calédonie, quelle que soit sa nationalité ou sa situation fiscale. Sont aussi considérées comme résidentes les personnes morales pour leurs seuls établissements situés en Nouvelle-Calédonie.

III – Révision méthodologique effectuée en 2007

A l'occasion de la publication du présent rapport, le niveau des flux de la ligne « voyages » a été sensiblement révisé en raison de l'utilisation de nouvelles sources. Cette modification tient à la prise en compte des estimations de l'Isee sur les dépenses et les recettes touristiques. La révision des données a été appliquée sur les années 2005 à 2007.

Données voyages avant et après le changement de méthode d'estimation

<i>en millions de F CFP</i>	2005	2006	2007 (1)	var 2006/2005	var 2007/2006
Recettes anciennes (crédits)	24 299	24 568	30 290	1,1%	23,3%
Recettes nouvelles (crédits)	14 271	16 108	17 159	12,9%	6,5%
Dépenses anciennes (débits)	16 374	17 712	25 013	8,2%	41,2%
Dépenses nouvelles (débits)	11 726	12 253	13 012	4,5%	6,2%
Soldes anciens	7 925	6 856	5 277		
Soldes nouveaux	2 546	3 855	4 147		

(1) les chiffres de l'ancienne méthode sont bruts, ils n'ont pas fait l'objet de redressement, compte tenu du changement de méthode

IV - L'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2007

Les différents indicateurs affichent une orientation favorable de l'économie calédonienne en 2007. L'activité a été tirée à la hausse par une demande intérieure dynamique (ménages et entreprises) et des exportations en valeur en forte augmentation par rapport à 2006. La situation de l'emploi a poursuivi son amélioration. Malgré une hausse en fin de période, l'inflation a été contenue à 1,8 %.

Les principaux secteurs de l'économie ont affiché de bonnes performances. Le secteur des mines et de la métallurgie, sous l'effet de la flambée des cours du nickel, a vu ses exportations en valeur croître à un rythme soutenu. Seul le secteur de l'aquaculture a connu une baisse de son activité, les exportations de crevettes en valeur et en volume diminuant de près du tiers sur un an.

Progression de l'emploi salarié et recul des demandeurs d'emplois

Entre décembre 2006 et décembre 2007, l'effectif salarié a progressé (+6,1 % à près de 78 000), améliorant la confiance des ménages et favorisant la consommation et les investissements. Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emplois moyen sur l'année a diminué de près de 7% pour se situer à 6 572, niveau le plus bas depuis plus de dix ans.

La demande des ménages est toujours en hausse

La consommation des ménages a été soutenue comme en témoigne la hausse des importations de biens de consommation courante et de véhicules de tourisme. La consommation a été favorisée par la revalorisation du SMG et des allocations familiales au cours de l'année. Cette évolution s'accompagne d'une augmentation de l'encours des crédits à la consommation.

L'investissement des ménages (achat d'immobilier) a également été soutenu, comme en témoigne la croissance des encours de crédits à l'habitat (+12,4%, contre +7% en 2006).

Les entreprises investissent dans un contexte favorable

L'investissement des entreprises, reflété notamment au travers des importations de biens d'équipement professionnel, des immatriculations de véhicules utilitaires neufs et de l'encours des crédits d'investissement, a été favorablement orienté.

Indicateur du dynamisme du tissu économique, les créations d'entreprises ont progressé sur un an (+9,6 %), alors que les cessations d'activité d'entreprises se réduisaient légèrement (- 0,7 %). Cependant, les indicateurs de vulnérabilité des entreprises ont évolué défavorablement comme en témoignent l'accroissement du nombre des redressements judiciaires (+ 45,7 %), des liquidations judiciaires (+ 30,1 %) et des personnes morales en interdiction bancaire (+11,5 %).

Reprise de la hausse des prix en milieu d'année

Après une période de stabilisation sur le premier semestre 2007, les prix sont repartis à la hausse au second semestre. Cette accélération sur les cinq derniers mois de l'année s'explique principalement par la progression soutenue des prix de l'alimentaire (+ 4,5 %). Ainsi au 31 décembre 2007, l'indice des prix a progressé de 1,8 % sur un an. Néanmoins, l'inflation moyenne sur l'année a été de 1 % en 2007 contre 2,9 % en 2006.

La balance commerciale s'est améliorée avec les résultats enregistrés dans le secteur du nickel

L'année 2007 se caractérise par le taux de couverture des importations par les exportations le plus élevé depuis plus de 13 ans (73,2 %, + 9,5 points). Les exportations et les importations ont crû respectivement de 39,7 % et de 21,5 %. La forte progression des exportations en valeur provient de la flambée des cours du nickel. La hausse de la valeur des importations est liée, quant à elle, à une croissance soutenue de l'économie calédonienne en relation avec les projets métallurgiques.

Le secteur du nickel a bénéficié de cours élevés

Sur l'année, la production de minerai est en hausse de 21,5 % à 7,51 millions de tonnes humides. Plus de la moitié de cette production a été exportée (4 millions de tonnes). Les exportations de minerai en volume ont progressé de 20,6 % par rapport à 2006. La production de métal s'établit à 59 796 tonnes, accusant un retrait de 4,1 % par rapport à 2006 et entraînant une diminution des exportations de métal en volume (- 9,1 %). Cette évolution est

due à la baisse de la teneur du minerai, à des problèmes techniques et à des travaux de maintenance sur les fours.

Le cours moyen du nickel s'est élevé à 16,88 \$/lb contre 11 \$/lb l'année précédente soit une hausse de 53,5 %. Après avoir atteint le pic historique de 24,5 \$/lb le 16 mai 2007, le cours du nickel au LME a subi une forte correction pour finalement se situer en moyenne à 13,24 \$/lb sur le dernier trimestre. Ainsi, les exportations (minerai et métal) en valeur ont été de 43 % supérieures à celles de 2006.

L'activité du BTP a été soutenue

En 2007, l'activité du secteur du BTP a été tirée par le logement social, la demande privée et le chantier de Goro Nickel. Ainsi, la consommation de ciment a augmenté de 2,4 % et l'encours des crédits à la construction de plus de 30 %. Le chantier de Goro a représenté 11,30 % des ventes de ciments de l'année 2007 comme en 2006. Il convient toutefois de noter que les travaux gros consommateurs de ciment sur le chantier de l'usine, et notamment la construction du port, sont en voie d'achèvement. Au 4^e trimestre 2007, le secteur a été pénalisé par un conflit social qui a paralysé pendant six semaines la société Holcim, unique producteur de ciment de l'île (secteur bénéficiant de mesures de protection de marché, les importations étant interdites sauf en cas de nécessité).

Amélioration de la fréquentation touristique, difficultés du secteur primaire

Le nombre de touristes ayant séjourné en Nouvelle-Calédonie en 2007 a légèrement augmenté (+2,9 % à 103 363 visiteurs) sous l'impulsion du tourisme régional (australiens et néo-zélandais). Le nombre de croisiéristes a atteint 121 393, en hausse de 2,1 % par rapport à 2006.

Le secteur aquacole a connu une année difficile. Les exportations en valeur et en volume ont baissé (respectivement de 29,9 % et 26,8 %). Les principales raisons avancées pour expliquer cette situation de crise sont le retard d'ouverture d'une écloserie ainsi qu'une surmortalité importante des post-larves en 2006. Les conséquences ont été un déficit d'approvisionnement pour les fermes ainsi qu'un décalage dans le cycle d'élevage des crevettes entraînant une baisse importante des quantités produites.

Depuis 2005, le secteur de l'élevage bovin traverse une crise. En 2007, la situation semble se stabiliser. La production s'est élevée à 3 130 tonnes en 2007 (contre 4 042 tonnes en 2004), en hausse de 4,6 % par rapport à 2006. Le taux de couverture de la consommation par la production locale est passé de 93 % en 2004 à 69 % en 2007.

Le financement de l'activité économique est assuré par le crédit bancaire

L'ensemble des concours à l'économie a progressé (+12,9 % à 593 milliards de F CFP dont 112 milliards sont octroyés directement par des établissements de crédit situés hors de la zone d'émission) avec en parallèle une diminution du risque. L'ensemble des actifs financiers des agents économiques a également progressé significativement (+11,9 % à 481 milliards de F CFP). Les produits d'assurance-vie et les dépôts à terme continuent de susciter l'intérêt des épargnants, leurs encours ont cru à un rythme soutenu (respectivement +12,9 % et +31,8 %). Enfin la masse monétaire (M3) a enregistré une progression dynamique (+11,5 % sur un an).

Le recours au financement hors de la zone d'émission du système bancaire local s'accroît

Les opérations avec la clientèle sont déficitaires dans la zone d'émission. La position extérieure nette a connu une nouvelle dégradation de son solde qui passe de -56,7 milliards de F CFP au 31/12/2006 à -71,9 milliards au 31/12/2007. En un an, les engagements hors zone d'émission des établissements de crédit locaux ont progressé (+ 15,4 %) plus rapidement que leurs avoirs hors zone (+ 6 %).

ANALYSE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

V - Le compte de transactions courantes

En 2007, le compte de **transactions courantes** présente un solde déficitaire de 38,7 milliards de F CFP, après un déficit de 50,7 milliards de F CFP en 2006.

L'allègement du déficit est principalement imputable aux biens (- 58,2 milliards de F CFP, au lieu de - 70,3 milliards de F CFP en 2006), alors que le solde déficitaire des services s'est quant à lui creusé (- 66,9 milliards de F CFP, au lieu de - 61,2 milliards de F CFP en 2006).

Les revenus, constitués principalement des salaires versés par des entités non-résidentes, enregistrent un excédent de 43,3 milliards de F CFP. Il convient de noter que la hausse de 3,3 milliards de F CFP de l'excédent observé cette année ne porte pas sur la composante salaires mais s'explique par une baisse du déficit des revenus des investissements de 3,3 milliards de F CFP par rapport à l'année 2006.

Les transferts courants, constitués essentiellement du secteur des administrations publiques, dégagent un excédent de 42,9 milliards de F CFP, en augmentation par rapport à 2006 de 2,2 milliards de F CFP.

<i>en millions de F CFP</i>	Crédits		Débits		Soldes	
	2006 (1)	2007	2006 (1)	2007	2006 (1)	2007
COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	277 182	346 422	331 910	373 359	-50 737	-38 765
Biens	113 557	167 868	183 837	226 056	-70 280	-58 188
Services	45 015	47 379	106 305	114 285	-61 290	-66 906
<i>dont "Voyages"</i>	<i>16 108</i>	<i>17 159</i>	<i>12 253</i>	<i>13 012</i>	<i>3 855</i>	<i>4 147</i>
Revenus	56 998	60 625	16 891	17 291	40 107	43 334
Transferts courants	61 613	66 549	20 887	23 554	40 726	42 995

(1) chiffres révisés

5.1 Les biens

Les données douanières et la balance des paiements

Dans les statistiques douanières, les marchandises exportées sont enregistrées à leur valeur déclarée à la frontière du pays exportateur (valeur à la frontière du territoire calédonien si la Nouvelle-Calédonie est l'exportateur), soit FAB ¹, et les marchandises importées à leur valeur déclarée à la frontière du pays importateur (valeur à la frontière du territoire calédonien si la Nouvelle-Calédonie est l'importateur), soit CAF ².

En revanche, et conformément à la méthodologie internationale, les échanges de marchandises sont enregistrés en balance des paiements sur une base FAB / FAB.

Ainsi, le coût du transport et de l'assurance payé entre la frontière du pays exportateur et celle du pays importateur, inclus dans le prix du bien enregistré par les Douanes, ne doit pas être pris en compte à la ligne « marchandises générales » de la balance des paiements, car il rémunère des activités relevant des services. Il est donc nécessaire de corriger (plus précisément de diminuer) le montant des importations, du coût d'acheminement des marchandises depuis la frontière du pays d'origine jusqu'à la frontière de la Nouvelle-Calédonie pour obtenir une base homogène FAB / FAB.

De plus, les données douanières font l'objet d'un traitement statistique en balance des paiements, visant à ne recenser que les flux ayant donné lieu effectivement à un transfert de propriété entre les résidents de Nouvelle-Calédonie et les non-résidents.

<i>en millions de F CFP</i>	Crédits		Débits		Soldes	
	2006 (1)	2007	2006 (1)	2007	2006 (1)	2007
BIENS	113 557	167 868	183 837	226 056	-70280	-58187
Marchandises générales	113 319	166 943	181 732	223 870	-68 413	-56 927
- données douanières (FAB/FAB)	113 858	167 245	188 609	232 051	-74 751	-64 806
- corrections	-539	-303	-6 877	-8 182	6 338	7 879
Avitaillement	226	896	2 076	2 171	-1 849	-1 275
Travail à façon et réparations	12	30	30	15	-18	15

(1) chiffres révisés

La Nouvelle-Calédonie, comme la majorité des économies insulaires, est très dépendante de l'extérieur pour la fourniture de biens d'équipement ou de consommation.

En effet, la difficulté pour les entreprises locales d'atteindre des niveaux de production leur permettant de bénéficier d'économies d'échelle ainsi que le haut niveau de

¹ La valeur FAB (franco à bord) comprend le prix de la marchandise à la sortie de l'usine plus le coût de son acheminement jusqu'au port ou jusqu'à l'aéroport du pays exportateur.

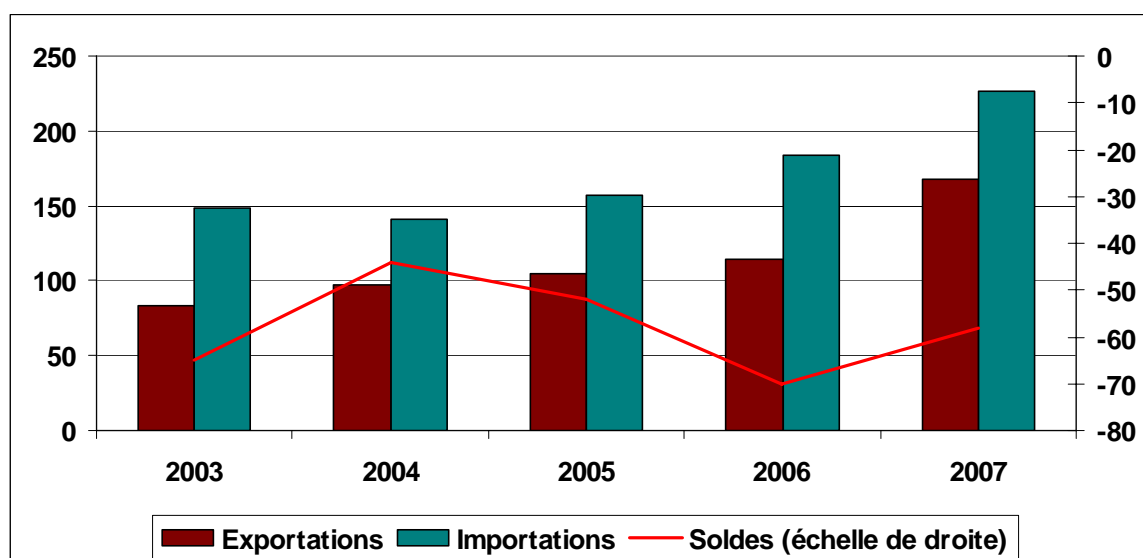
² La valeur CAF (coût, assurance, fret) comprend la valeur de la marchandise à la sortie de l'usine, augmentée des coûts d'acheminement jusqu'à la frontière du pays importateur (transport international, assurance...).

consommation induit par les revenus en provenance de l'extérieur sont à l'origine du déséquilibre important de la balance commerciale.

Les importations¹ en valeur ont connu une hausse de 21,5 % en 2007. On note une accélération de leur rythme de croissance annuel depuis 2005, attribuable en grande partie à la montée en puissance de la construction de l'usine de Goro nickel. Le rythme de croissance annuel des importations en valeur est ainsi passé de -4,3 % en 2004 à +21,5 % en 2007. Ainsi, l'évolution du poste « autres produits » passe d'une hausse de 1,7 % en 2005 à +151,5 % en 2007. Ce poste, composé entre autres des importations d'ensemble industriel concernant les projets miniers, explique, pour l'essentiel, cette forte augmentation. La progression de ce poste représente à elle seule 67,3 % de la hausse des importations en valeur en 2007. Il convient également de noter les hausses des importations de « machines, appareils, matériels électriques » et des « produits minéraux » de 11,5 % et 14 %. L'augmentation des importations des produits minéraux en valeur est due principalement au renchérissement important des cours du pétrole. Enfin, de la même manière, en 2007, les importations de produits alimentaires ont connu une hausse plus importante en valeur qu'en volume (+7,4 % contre +1,2 %) du fait de la flambée des prix des matières premières agricoles sur les marchés mondiaux.

Commerce extérieur de marchandises (données douanières FAB/FAB)

En milliards de F CFP



Le déficit commercial, en données douanières FAB / FAB, se réduit de 10 milliards de F CFP, à -64,8 milliards, sous l'effet de la forte progression des exportations par rapport aux importations (respectivement +46,9 % contre 23 %).

Le taux de couverture des importations par les exportations² gagne ainsi 12 points et atteint 72 % grâce à des cours du nickel exceptionnels.

¹ CAF données douanières-Isee.

² Données douanières FAF/FAB recensées dans la balance des paiements.

en millions de F CFP	Exportations		Importations		Soldes	
	2006	2007	2006 (1)	2007	2006	2007
Commerce extérieur de marchandises (FAB/FAB)	113 858	167 245	188 609	232 051	-74 751	-64 806
dont						
Japon	20 920	39 819	6 392	7 257	14 528	32 562
Taïwan	14 605	21 562	1 177	1 264	13 428	20 298
Chine	12 834	20 035	10 094	13 434	2 740	6 601
Etats-Unis	2 940	4 261	7 083	7 876	-4 143	-3 615
Autres pays de l'Union européenne à 27	20 233	33 684	31 676	39 702	-11 443	-6 018
Corée du Sud	3 056	528	5 162	8 381	-2 106	-7 853
Nouvelle-Zélande	56	106	9 513	9 716	-9 457	-9 610
Australie	7 739	8 515	18 987	26 221	-11 248	-17 706
Singapour	17	5	28 842	33 219	-28 825	-33 214
France métropolitaine	23 424	25 843	64 137	65 005	-40 713	-39 162

Sources : Douanes-Isee (les données bilatérales sont exprimées en valeur CAF/FAB)

(1) chiffres rectifiés

La France métropolitaine demeure le premier fournisseur de la Nouvelle-Calédonie, avec 65,0 milliards de F CFP (soit 28 % des importations). Avec 33,2 milliards de F CFP (soit 14% des importations), Singapour, qui assure depuis 2002 l'exclusivité des approvisionnements de la Nouvelle-Calédonie en hydrocarbures liquides, est devancé par les « Autres pays de l'Union européenne » (deuxième fournisseur avec 17 % des importations) mais précède toujours l'Australie qui est le quatrième fournisseur du territoire en 2007 avec 26,2 milliards de F CFP (soit 11 %).

L'excédent envers le Japon enregistre une hausse de 18 milliards de F CFP, à 32,5 milliards. Absorbant 24 % des exportations de la Nouvelle-Calédonie, le Japon devient le premier client de la Collectivité alors que la France métropolitaine se situe en troisième position avec 25,8 milliards de F CFP (15 % des exportations), derrière les "Autres pays de l'Union européenne".

L'Australie est par ailleurs le sixième client de la Nouvelle-Calédonie, avec 8,5 milliards de F CFP (5 % du total des exportations), les ventes étant essentiellement constituées de minerai de nickel.

Depuis 2006, la Nouvelle-Calédonie exporte du minerai vers la Chine, faisant de ce pays le cinquième client (12 %), derrière Taiwan.

5.2 Les services

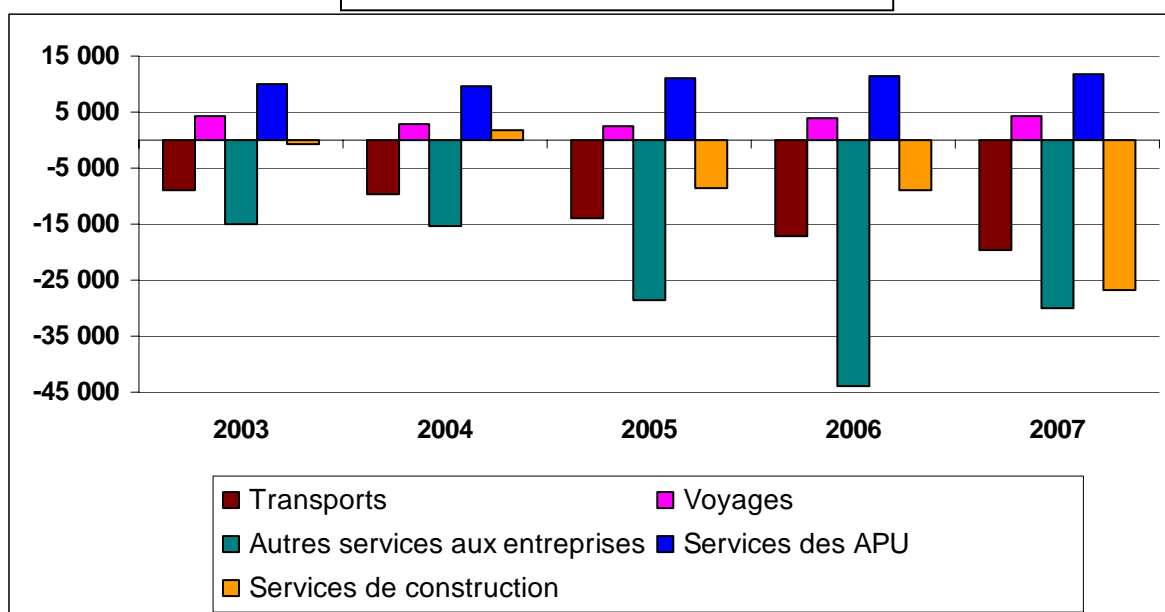
Le déficit des échanges de services entre la Nouvelle-Calédonie et l'extérieur s'est creusé de 5,6 milliards de F CFP, à - 66,9 milliards. Ces échanges sont caractérisés, en 2007, par la prédominance des lignes *autres services aux entreprises, services de construction et transports*.

en millions de F CFP	Crédits		Débits		Soldes	
	2006 (1)	2007	2006 (1)	2007	2006 (1)	2007
SERVICES	45 015	47 379	106 305	114 285	-61 290	-66 906
dont						
Transports	7 415	8 643	24 449	28 454	-17 034	-19 811
Voyages *	16 108	17 159	12 253	13 012	3 855	4 147
Services de construction	2 420	1 372	11 253	28 082	-8 833	-26 710
Autres services aux entreprises	6 257	5 992	50 032	35 968	-43 775	-29 976
Services des administrations publiques (APU)	11 549	11 784	89	61	11 460	11 723

(1) chiffres révisés

* cf III Révision méthodologique effectuée en 2007 p 7

Évolution des soldes des services (millions de F CFP)



5.2.1 Les transports

Les *transports* présentent un solde structurellement déficitaire (- 19,8 milliards de F CFP, après - 17 milliards en 2006), qui tient à la prédominance des compagnies maritimes et aériennes non-résidentes en dépit de la progression de l'activité de la compagnie aérienne locale. Par ailleurs, la hausse des cours du pétrole a renchéri le coût du transport.

- Les *transports maritimes*, déficitaires de 12,4 milliards de F CFP, concernent essentiellement les opérations de fret, c'est-à-dire l'acheminement de marchandises vers la Nouvelle-Calédonie et les expéditions hors du territoire, constituées de nickel essentiellement. Le déficit se creuse de 1,6 milliard de F CFP par rapport à 2006, en liaison avec l'intensification de l'activité économique, notamment dans le contexte des projets métallurgiques engendrant une hausse des importations de marchandises. Le nombre de conteneurs en provenance des principaux partenaires est en augmentation de 12,5 % par rapport à 2006 (Europe, Asie, Australie, Etats-Unis Côte Ouest).

- Le déficit des *transports aériens* s'est accentué, à - 7,4 milliards de F CFP, après - 6,1 milliards en 2007, notamment sous l'effet de la hausse du trafic avec la

Métropole¹, via le Japon. L'ensemble du trafic passagers (départs + arrivées) à l'aéroport international de La Tontouta a progressé de 6,6 % en 2007.

<i>en millions de F CFP</i>	Crédits		Débits		Soldes	
	2006 (1)	2007	2006 (1)	2007	2006 (1)	2007
TRANSPORTS	7 415	8 643	24 449	28 454	-17 034	-19 812
dont						
Pays de l'Union européenne à 27	5 035	3 057	15 640	15 061	-10 605	-12 004
<i>dont France métropolitaine</i>	4 948	2 914	14 952	13 741	-10 004	-10 827
Australie	529	687	2 907	3 052	-2 378	-2 365
Japon	1 192	636	781	925	411	-289
Nouvelle-Zélande	330	479	1 182	999	-852	-520
Etats-Unis	44	482	929	1 097	-885	-615

N.B. : Les données sont tirées des balances en règlements.
(1) chiffres révisés

Pour l'ensemble de la rubrique *transports*, la France métropolitaine est le principal partenaire de la Nouvelle-Calédonie, avec 34 % des flux en recettes et 48 % des flux en dépenses. L'Australie constitue la deuxième source de recettes des services de transports pour la Collectivité (8 %) et figure au deuxième rang des prestataires de services de transports envers la Nouvelle-Calédonie (10,7 %).

5.2.2 Les voyages

Au crédit de la rubrique voyages, figurent les dépenses des non-résidents en Nouvelle-Calédonie et, au débit, celles des résidents calédoniens à l'extérieur de la Collectivité, et ce, quel que soit le motif du déplacement (voyages touristiques, d'affaires, sanitaire ou scolaire).

Selon l'estimation de l'Organisation mondiale du Tourisme, le nombre de touristes ayant visité l'Océanie s'est stabilisé en 2007, à 10,7 millions. La Nouvelle-Calédonie a accueilli 103 363 visiteurs (soit 1 % du total), en hausse de 2,9 % par rapport à 2006. Le nombre de croisiéristes a continué d'augmenter, de 11,2 %, pour atteindre 132 300, mais cette activité demeure peu génératrice de recettes pour le territoire.

Le nombre de Calédoniens ayant séjourné à l'étranger a augmenté de 6,2 %, à 106 377. Aussi en 2007, pour la première fois, le nombre de touristes calédoniens ayant quitté le territoire est supérieur au nombre de touristes étrangers ayant visité la Nouvelle-Calédonie.

La rubrique *voyages* recense les dépenses des non-résidents en Nouvelle-Calédonie et celles des résidents à l'extérieur du territoire. Les flux sont issus des estimations de l'Isee.

Les recettes enregistrées se sont accrues de 6,5 %, à 17,1 milliards de F CFP, et les dépenses de 6,2 %, à 13 milliards de F CFP. Les *voyages* se soldent par un excédent de 4,1 milliards de F CFP, en hausse de 300 millions de F CFP.

¹ Le trafic de passagers d'Air-France a progressé de 4,4 % entre 2007 et 2006.

5.2.3 Les services de construction

Les *services de construction* font apparaître en 2007 un solde déficitaire de 26,7 milliards de F CFP, contre un solde déficitaire de 8,8 milliards de F CFP en 2006. Les règlements de prestations de services à des sous-traitants non-résidents dans le cadre du projet métallurgique dans le sud sont principalement à l'origine de cette évolution.

5.2.4 Les « autres services aux entreprises »

La rubrique *autres services aux entreprises* regroupe les frais d'études et de recherche, d'assistance technique, les frais de gestion (c'est-à-dire la participation des filiales ou succursales résidentes aux frais de gestion de leur maison mère non-résidente) et les services divers.

Malgré sa diminution en 2007, le déficit de la rubrique demeure important (- 29,9 milliards de F CFP, au lieu de - 43,7 milliards de F CFP). Il est principalement dû aux dépenses engagées par des entités calédoniennes en liaison avec les projets métallurgiques.

Au total le solde des « autres services aux entreprises » et des « services de construction » se dégrade, passant de -52,6 milliards de F CFP en 2006 à -56,7 milliards de F CFP en 2007, soit une variation de 7,7 %.

5.2.5 Les services des administrations publiques

Les services des administrations publiques recensent principalement les dépenses de fonctionnement et d'investissement, effectuées en Nouvelle-Calédonie par les Forces armées, considérées comme entité non résidente¹. Cette rubrique recense notamment la part des salaires des militaires versée localement et qui alimente par conséquent l'économie de la Collectivité.

Cette rubrique recense principalement les dépenses des administrations publiques *métropolitaines* liées à l'activité des forces armées en Nouvelle-Calédonie, considérées comme une entité non-résidente. Son solde est excédentaire de 11,7 milliards de F CFP en 2007.

¹ Toutefois, selon la méthodologie internationale, les dépenses budgétaires liées à l'activité des forces armées en Nouvelle-Calédonie, *mais effectuées hors du territoire* (par exemple la partie des traitements des militaires versés sur des comptes en métropole) ne doivent pas figurer dans la balance des paiements de la Collectivité.

⁴ En balance des paiements, parmi les « autres investissements », les rubriques « avoirs » et « engagements » du secteur bancaire recensent les opérations interbancaires et les opérations avec la clientèle des établissements de crédit et de l'Office des postes et télécommunications (OPT). Dans les statistiques monétaires publiées par ailleurs par l'IEOM, les avoirs et les engagements incluent uniquement les opérations interbancaires des établissements de crédit.

5.3 Les revenus

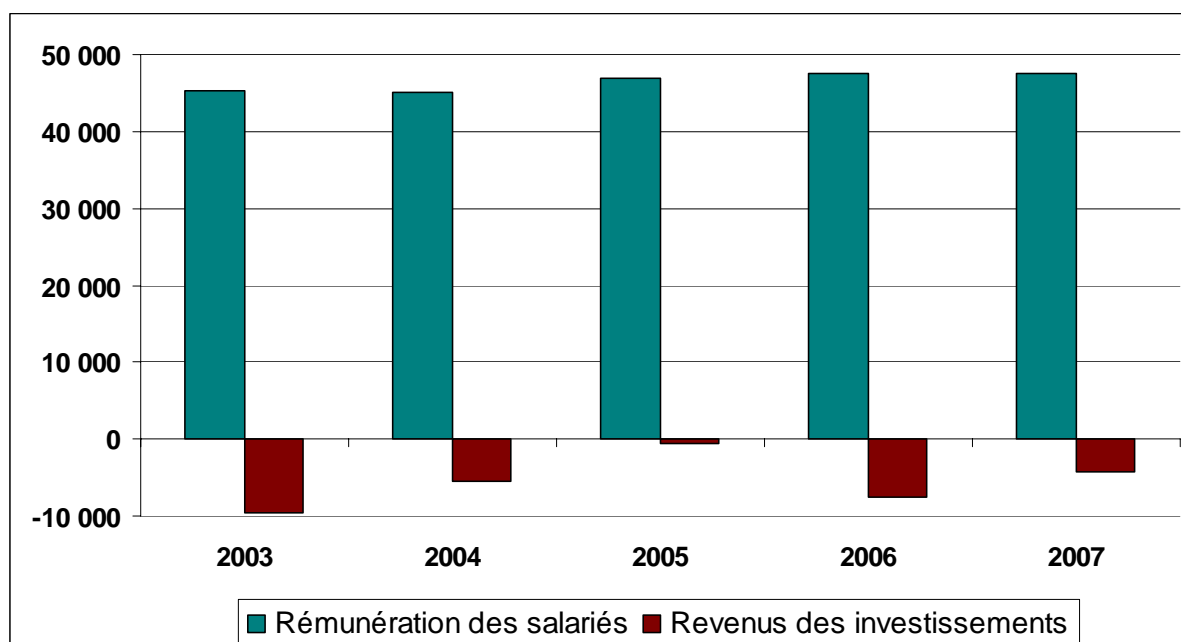
Le poste *revenus* de la balance des paiements recouvre les revenus du travail (rémunérations des salariés) et les revenus des investissements (investissements directs, investissements de portefeuille et autres investissements). La rubrique *rémunérations des salariés* recense les salaires reçus de l'extérieur par des résidents calédoniens (en crédit) ou versés par des collectivités ou des entreprises résidentes à des non-résidents (en débit).

en millions de F CFP	Crédits		Débits		Soldes	
	2006 (1)	2007	2006 (1)	2007	2006 (1)	2007
REVENUS	56 998	60 625	16 891	17 291	40 107	43 334
Rémunérations des salariés	50 636	50 778	3 021	3 241	47 615	47 537
Revenus des investissements	6 362	9 847	13 870	14 050	-7 508	-4 203
- investissements directs	617	2 763	8 079	5 780	-7 462	-3 017
- investissements de portefeuille	3 154	3 743	206	710	2 948	3 033
- autres investissements	2 591	3 340	5 585	7 560	-2 994	-4 220

(1) chiffres révisés

Le montant total des salaires reçus de l'extérieur par les résidents s'élève à 50,7 milliards de F CFP pour l'année 2007. Ces flux, qui représentent 15 % des crédits du compte de transactions courantes, proviennent quasi exclusivement de la France métropolitaine. Ils concernent pour l'essentiel les rémunérations des agents des administrations publiques (48,1 milliards de F CFP en 2007).

Évolution des soldes des revenus (millions de F CFP)



Les *revenus des investissements* enregistrent un déficit de 4,2 milliards de F CFP, imputable aux revenus des investissements directs, déficitaires de 3 milliards de F CFP, et aux revenus des autres investissements (sur prêts et emprunts), qui concernent essentiellement le secteur bancaire et les collectivités locales, dont le déficit s'est alourdi de 1,3 milliard de

F CFP, à - 4,2 milliards. De son côté, l'excédent des revenus de portefeuille atteint 3 milliards de F CFP.

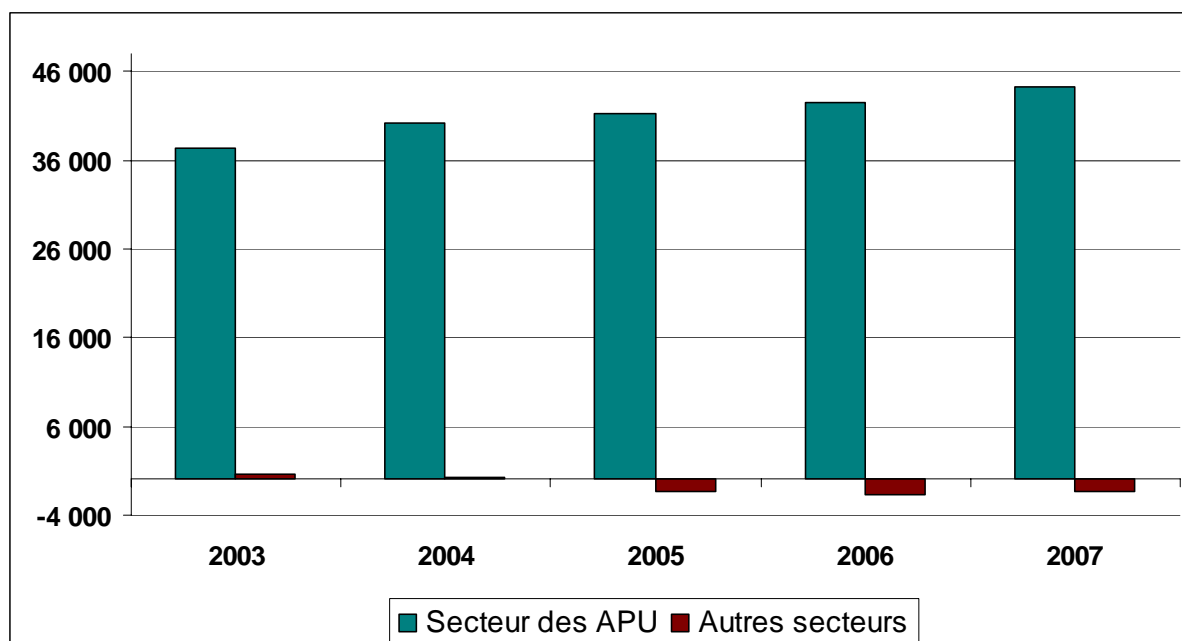
5.4 Les transferts courants

Le poste *transferts courants* recense notamment les transferts (hors salaires) des administrations publiques et des collectivités territoriales. Il inclut également les prestations sociales (retraites notamment). Les transferts courants se différencient des flux financiers par le fait qu'ils modifient le niveau du revenu disponible.

Les montants recensés en ressources proviennent essentiellement des administrations publiques métropolitaines (majoritairement l'État) et financent les dépenses d'équipement (investissements, travaux d'infrastructures) et de fonctionnement des administrations publiques de la Collectivité. Les transferts courants recouvrent également les versements de prestations sociales (retraites, etc.) par les organismes de sécurité sociale non-résidents

<i>en millions de F CFP</i>	Crédits		Débits		Soldes	
	2006 (1)	2007	2006 (1)	2007	2006 (1)	2007
TRANSFERTS COURANTS	61 613	66 549	20 887	23 554	40 726	42 995
Secteur des administrations publiques	56 702	61 257	14 236	16 967	42 466	44 290
Autres secteurs	4 911	5 291	6 651	6 586	-1 740	-1 295
- envois de fonds des travailleurs	348	296	1 753	1 604	-1 405	-1 308
- autres transferts	4 563	4 995	4 898	4 982	-335	13

Évolution des soldes des transferts courants (millions de F CFP)



En 2007, la Nouvelle-Calédonie a reçu, en termes nets, 42,9 milliards de F CFP de transferts courants.

5.4.1 Les envois de fonds des travailleurs

La rubrique *envois de fonds des travailleurs* retrace, en débit, les montants transférés à l'étranger et dans le reste de la France par les travailleurs étrangers et métropolitains exerçant durablement leur activité professionnelle et résidant en Nouvelle-Calédonie et, en crédit, les envois de fonds de Calédoniens travaillant et résidant hors de Nouvelle-Calédonie.

En 2007, 1,6 milliard de F CFP ont été transférés à ce titre hors de la Nouvelle-Calédonie, tandis que 0,3 milliard ont été « rapatriés » par des Calédoniens exerçant leur activité à l'extérieur de la Nouvelle-Calédonie. Ces flux concernent principalement la France métropolitaine.

5.4.2 Les autres transferts

Les autres transferts recouvrent des opérations de nature très hétérogène, notamment les indemnités d'assurance et une partie des primes. Sont recensés à cette ligne les dons, collectes et secours en faveur de personnes physiques ou morales. Dans les « autres transferts » des « autres secteurs » ne figurent plus en revanche, conformément aux révisions méthodologiques, les flux relatifs aux primes et aux indemnités d'assurance-vie qui sont reclassés à la rubrique « Autres investissements » des « autres secteurs » dans le compte financier.

Le solde des autres transferts est excédentaire et s'établit à 13 millions de F CFP à fin 2007 contre un solde déficitaire de -335 millions de F CFP en 2006.

VI - Le compte de capital

Ce compte de la balance des paiements regroupe toutes les opérations de transferts en capital, telles que les remises de dettes des administrations publiques et des autres secteurs (essentiellement le secteur bancaire), qui ont leur contrepartie dans le compte financier.

Dans la mesure où aucune opération de ce type n'a été recensée en balance des paiements depuis 1998, seule la ligne « *Autres transferts des autres secteurs* », qui correspond à des transferts de migrants au titre de la liquidation de biens meubles ou immeubles à la suite d'un changement de résidence, est renseignée (1,2 milliard de F CFP de recettes et 0,8 milliard de dépenses en 2007).

VII – Le compte financier

Le compte financier enregistre les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements, ventilés en avoirs et en engagements, par secteur institutionnel (autorités monétaires, administrations publiques, banques et autres secteurs).

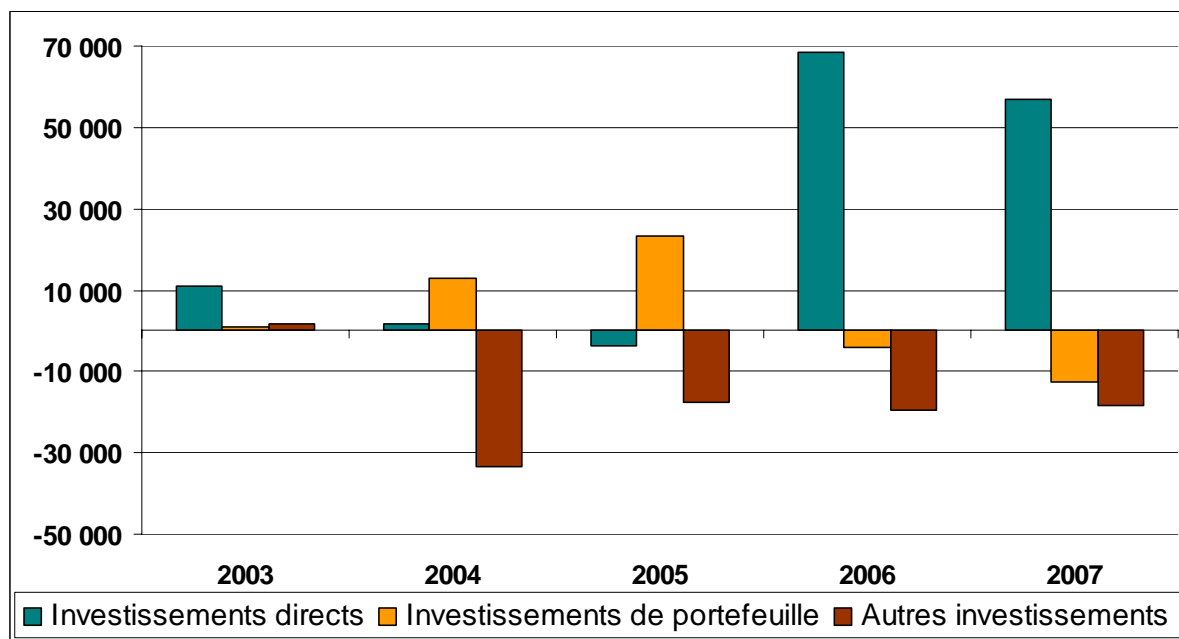
Le compte financier fait apparaître pour 2007 des entrées nettes de capitaux pour un montant de 26 milliards de F CFP, principalement en raison des investissements directs en Nouvelle-Calédonie dans le contexte des projets d'usines métallurgiques.

Ainsi, les investissements directs (ID) des entreprises étrangères en Nouvelle-Calédonie sont soutenus. Ils ont atteint en 2007 un total de 210 milliards de F CFP après 167 milliards en 2006. Le solde net des ID se traduit par une entrée de 56,9 milliards de F CFP en Nouvelle-Calédonie.

Les investissements de portefeuille ont enregistré un solde négatif. Les résidents ont procédé au cours de l'année sous revue à des achats nets de titres de non-résidents pour 12,5 milliards de F CFP contre 4,2 milliards en 2006.

<i>en millions de F CFP</i>	Crédits		Débits		Soldes	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007
COMPTE FINANCIER	532 135	682 351	487 565	656 248	44 570	26 104
Investissements directs	168 965	215 777	100 613	158 884	68 351	56 893
- Nouvelle-Calédonie à l'extérieur	1 769	5 319	4 674	5 918	-2 905	-599
- Extérieur en Nouvelle-Calédonie	167 195	210 458	95 939	152 966	71 256	57 492
Investissements de portefeuille	68 098	96 538	72 299	109 023	-4 201	-12 485
- Avoirs (opérations des résidents sur titres émis par des non-résidents)	68 098	96 538	72 299	109 023	-4 201	-12 485
Autres investissements	295 072	370 036	314 652	388 342	-19 580	-18 305
- Avoirs	268 397	323 919	287 836	339 767	-19 439	-15 848
- Engagements	26 675	46 117	26 816	48 575	-141	-2 457

Évolution des soldes du compte financier (millions de F CFP)



7.1 Les investissements directs

L'investissement direct désigne l'opération effectuée par un investisseur afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise et de détenir (ou de liquider) une influence dans sa gestion ou la capacité de l'exercer. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur détient au moins 10 % du capital social de l'entreprise dans laquelle il investit. En deçà de ce seuil, les opérations sur actions sont classées dans les investissements de portefeuille. L'acquisition (ou la vente) d'un bien immobilier est également considérée comme une opération d'investissement direct.

7.1.1 Evolution globale

Les investissements directs se soldent en 2007 par des entrées de 56,9 milliards de F CFP, contre 68,3 milliards en 2006.

Le solde des *investissements directs de la Nouvelle-Calédonie à l'étranger* est en légère diminution en 2007 (-0,6 milliard de F CFP).

Les *investissements directs extérieurs en Nouvelle-Calédonie, principalement la rubrique « autres opérations »*, ont fait apparaître un solde créditeur de 57,5 milliards de F CFP, contre 71,2 milliards en 2006. Les entrées nettes enregistrées en 2007 sont la traduction des investissements en cours dans le cadre des projets métallurgiques, notamment dans le sud de la Nouvelle-Calédonie (usine hydrométallurgique de Goro-Nickel).

en millions de F CFP

Investissements directs calédoniens à l'extérieur		
Solde (crédits-débits)	2006 (1)	2007
Australie	-1 524	-1 433
Pays de l'Union européenne à 27	-138	2 162
<i>dont France métropolitaine</i>	-411	2 332
Nouvelle-Zélande	-395	-472
Etats-Unis	-6	-985
Japon	18	-2
Canada	35	-3
Autres pays	-894	134
Total	-2 904	-599

en millions de F CFP

Investissements directs de l'extérieur en Nouvelle-Calédonie		
Solde (crédits-débits)	2006 (1)	2007
Canada	53 304	86 805
Australie	12 352	2 848
Pays de l'Union européenne à 27	3 508	-35 578
<i>dont France métropolitaine</i>	-5 153	-35 881
Etats-Unis	1 271	194
Japon	116	233
Nouvelle-Zélande	-18	30
Autres pays	723	2 962
Total	71 256	57 492

La répartition géographique montre qu'en 2007 les *investissements directs de la Nouvelle-Calédonie à l'extérieur*, qui ont porté principalement sur les investissements immobiliers, ont majoritairement concerné la France métropolitaine (97 % des crédits et 48 % des débits), puis l'Australie (2 % des crédits et 26 % des débits).

Les *investissements directs de l'extérieur en Nouvelle-Calédonie* en 2007 ont concerné principalement la France métropolitaine (51 % des crédits et 93 % des débits), le Canada (41 % des crédits) et l'Australie (3,5 % des crédits et 3 % débits). En termes nets, les plus fortes contributions positives ont été apportées par le Canada et l'Australie, pour l'essentiel en liaison avec la construction de l'usine du Sud.

7.1.2 Les investissements immobiliers

En 2007, les investissements immobiliers effectués par des résidents calédoniens à l'extérieur du territoire ont représenté 78 % du total des *investissements directs de la Nouvelle-Calédonie à l'extérieur* pour les achats et plus de 99 % pour les ventes.

En revanche, les investissements immobiliers des non-résidents en Nouvelle-Calédonie demeurent marginaux par rapport au total des *investissements directs de l'extérieur en Nouvelle-Calédonie*.

<i>en millions de F CFP</i>	Crédits		Débits		Soldes	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007
Investissements directs						
de la Nouvelle-Calédonie à l'extérieur	1 769	5 319	4 673	5 918	-2 904	-599
<i>dont investissements immobiliers</i>	1 362	5 285	4 071	4 605	-2 709	681
de l'extérieur en Nouvelle-Calédonie	167 195	210 458	95 939	152 966	71 256	57 492
<i>dont investissements immobiliers</i>	494	716	319	474	175	241

La France métropolitaine est le premier lieu d'accueil des investissements immobiliers des résidents calédoniens en 2007 (55 % des achats et 97 % des ventes), l'Australie se situant au deuxième rang (32 % des achats).

De leur côté, les achats immobiliers en Nouvelle-Calédonie – largement inférieurs aux achats immobiliers calédoniens à l’extérieur – concernent principalement la France métropolitaine (90 % des achats et 69 % des ventes), l’Australie (24 % des ventes) et le Canada (6 % des ventes).

Investissements immobiliers de la Nouvelle-Calédonie à l'extérieur en 2007			Investissements immobiliers de l'extérieur en Nouvelle-Calédonie en 2007		
<i>en millions de F CFP</i>	Montants	Part en %	<i>en millions de F CFP</i>	Montants	Part en %
Achats (débits)			Achats (crédits)		
Pays de l'Union européenne à 27	2 600	56	Pays de l'Union européenne à 27	716	100
<i>dont France métropolitaine</i>	2 538	55	<i>dont France métropolitaine</i>	644	90
Australie	1 459	32	Australie	0	0
Nouvelle-Zélande	264	6	Nouvelle-Zélande	0	0
Canada	2	0	Canada	0	0
Etats-Unis	4	0	Etats-Unis	0	0
Autres pays	276	6	Autres pays	0	0
Total Achats	4 605	100	Total	716	100
Ventes (crédits)			Ventes (débits)		
Pays de l'Union européenne à 27	5 150	97	Pays de l'Union européenne à 27	327	69
<i>dont France métropolitaine</i>	5 141	97	<i>dont France métropolitaine</i>	327	69
Australie	114	2	Australie	116	24
Nouvelle-Zélande	2	0	Nouvelle-Zélande	0	0
Canada	0	0	Canada	29	6
Etats-Unis	0	0	Etats-Unis	0	0
Autres pays	20	0	Autres pays	2	0
Total Ventes	5 285	100	Total	474	100

7.2 Les investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille distinguent les opérations (achats ou ventes) des résidents sur titres émis hors de la Collectivité (avoirs) et les opérations (achats ou ventes) des non-résidents sur titres émis par des entités résidentes (engagements). Un solde débiteur des avoirs signifie que les achats de titres émis hors de la Collectivité ont été supérieurs aux ventes. Un solde créditeur des engagements indique que les achats de titres émis par des entités calédoniennes ont été supérieurs aux ventes.

En pratique, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie recense quasi exclusivement les achats ou ventes par les résidents calédoniens de titres émis hors de la Collectivité – notamment sur les marchés boursiers : actions et OPCVM, titres de dette (obligations, instruments du marché monétaire) –, en particulier par des entités métropolitaines.

En 2007, les résidents calédoniens ont procédé à des achats nets de titres émis par les non-résidents pour 12,4 milliards de F CFP contre 4,2 milliards en 2006. Dans les statistiques monétaires, au 31 décembre 2007, les encours des actions, obligations, OPCVM monétaires et non monétaires (situés hors zone d’émission) des agents économiques résidentes ont augmenté de 10,8 % en un an.

7.3 Les autres investissements

Le poste *autres investissements*, ventilé en avoirs et engagements des résidents, puis, pour chacune de ces catégories, par nature d'opération et par secteur institutionnel (autorités monétaires - c'est-à-dire l'IEOM -, administrations publiques, secteur bancaire et autres secteurs), comprend tous les flux financiers qui ne sont ni des investissements directs, ni des investissements de portefeuille, ni des avoirs de réserve.

7.3.1 Les avoirs des autorités monétaires

Les mouvements figurant sur la rubrique des avoirs des autorités monétaires retracent l'ensemble des transferts publics et privés avec la France métropolitaine qui s'effectuent par l'intermédiaire du compte d'opérations de l'IEOM

Principale composante des *autres investissements*, les avoirs des autorités monétaires ont fait apparaître en 2007 un flux net débiteur de 6,4 milliards de F CFP, c'est-à-dire une augmentation des avoirs à l'extérieur de la Nouvelle-Calédonie. En 2006, le solde était débiteur de 6,6 milliards de F CFP.

7.3.2 Les engagements des administrations publiques

S'agissant des engagements des administrations publiques, un enregistrement au crédit correspond à une augmentation des emprunts à l'extérieur, par exemple auprès d'établissements tels que l'Agence française de développement, Dexia ou la Caisse des dépôts et consignations ; une inscription au débit signifie, au contraire, une diminution des emprunts.

En 2007, les engagements des administrations publiques résidentes ont diminué de 3,7 milliards de F CFP. En ce sens, elles ont diminué leur endettement à l'extérieur.

7.3.3 Les avoirs et engagements du secteur bancaire

L'analyse des avoirs et engagements du secteur bancaire permet d'observer l'évolution de la position « dépôts-crédits » du système bancaire local à l'égard de l'extérieur. Pour les avoirs, une inscription en débit correspond à une augmentation de la trésorerie placée hors de Nouvelle-Calédonie ou à une hausse des concours accordés à la clientèle non-résidente. Pour les engagements, une inscription en crédit traduit une augmentation des emprunts du secteur bancaire local à l'extérieur ou une progression des dépôts des non-résidents auprès du secteur bancaire local.

Les avoirs et engagements du secteur bancaire concernent pour l'essentiel des opérations interbancaires. En 2007, les avoirs des établissements de crédit hors de Nouvelle-Calédonie ont augmenté de 2,3 milliards de F CFP. Leurs engagements hors de Nouvelle-Calédonie ont augmenté de 18,4 milliards de F CFP. Les statistiques de la balance des paiements⁴ font ainsi apparaître une dégradation de 16,1 milliards de F CFP de la position

extérieure nette des établissements de crédit en 2007, c'est à dire un accroissement du refinancement à l'extérieur.

7.3.4 Les autres secteurs

En 2007, les *autres secteurs*¹ – entreprises et ménages – ont augmenté de 7,1 milliards de F CFP leurs avoirs à l'extérieur. Les engagements ayant diminué de 17,1 milliards de F CFP, la position nette s'est par conséquent améliorée de 24,3 milliards de F CFP en 2007.

7.4 Les avoirs de réserve

L'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM), en tant que banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, ne détient ni stock d'or ni Droits de Tirage Spéciaux (DTS) et ne constitue pas de réserves auprès du Fonds monétaire international (FMI). Par conséquent, il n'y a pas lieu de faire apparaître le poste « *avoirs de réserve* » dans la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie.

VIII – Les erreurs et omissions nettes

Les principes d'enregistrement en balance des paiements impliquent une égalité du total des débits et du total des crédits recensés. Toutefois, la présence d'un poste d'ajustement est rendue nécessaire par le fait que les inscriptions au crédit et au débit ne sont pas effectuées simultanément à l'occasion de chaque transaction, à l'aide d'un seul document, comme l'exigerait un véritable système de comptabilité en partie double. En effet, compte tenu du périmètre concerné, c'est-à-dire tous les agents économiques résidents du territoire, la balance des paiements est alimentée à partir de documents comptables ou statistiques variés. Des erreurs ou des oublis de déclaration peuvent se produire, ainsi que des écarts provoqués par des décalages d'enregistrement d'une période à une autre ou par des variations de cours de change.

Le poste « *erreurs et omissions nettes* » de la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie présente en 2007 un solde positif de 12,3 milliards de F CFP, soit environ 1,9 % du PIB, contre 5,8 milliards l'année précédente.

* * *

¹ Conformément aux révisions méthodologiques intervenues en 2004, les flux relatifs aux primes et aux indemnités d'assurance-vie sont désormais classés dans cette rubrique.

BALANCE DES PAIEMENTS EN TRANSACTIONS DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

<i>En milliers de F CFP</i>	Crédits			Débits			Soldes		
	2005 (1)	2006 (1)	2 007	2005 (1)	2006 (1)	2 007	2005 (1)	2006 (1)	2 007
COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES.....	258 364	277 182	342 422	269 155	327 920	381 187	-10 791	-50 738	-38 765
BIENS.....	104 553	113 557	167 868	157 458	183 837	226 056	-52 906	-70 281	-58 188
Marchandises générales.....	104 424	113 319	166 943	155 896	181 732	223 870	-51 472	-68 413	-56 927
données douanières.....	106 135	113 858	167 245	162 534	188 609	232 051	-56 399	-74 751	-64 806
corrections.....	-1 711	-539	-303	-6 638	-6 877	-8 182	4 927	6 338	7 879
Avitaillement.....	104	226	896	1 368	2 076	2 171	-1 263	-1 850	-1 275
Travail à façon et réparations.....	25	12	30	195	30	15	-170	-18	14
SERVICES.....	36 502	45 015	47 379	80 706	106 305	114 285	-44 205	-61 289	-66 906
Transports.....	6 288	7 415	8 643	20 313	24 449	28 454	-14 025	-17 034	-19 811
maritimes.....	1 624	2 563	3 626	10 210	13 405	16 060	-8 586	-10 842	-12 434
aériens.....	4 664	4 852	5 017	10 103	11 044	12 394	-5 439	-6 192	-7 377
Voyages.....	14 271	16 108	17 159	11 726	12 253	13 012	2 545	3 855	4 146
Services de communication.....	103	490	169	1 128	2 062	820	-1 025	-1 572	-651
Services de construction.....	485	2 420	1 372	8 884	11 253	28 082	-8 399	-8 833	-26 709
Services d'assurances.....	84	139	482	1 952	1 666	2 043	-1 868	-1 526	-1 561
Services financiers.....	71	11	373	116	9	155	-46	2	219
Services d'informatique et d'information.....	23	28	39	422	411	592	-398	-383	-552
Redevances et droits de licence.....	29	131	27	184	144	247	-155	-13	-220
Autres services aux entreprises.....	3 816	6 257	5 992	32 231	50 032	35 968	-28 415	-43 775	-29 976
Négoce international.....	874	852	2 893	846	935	1 331	28	-84	1 562
Autres services commerciaux.....	623	747	717	3 842	4 234	4 364	-3 219	-3 487	-3 646
Locations.....	444	1 015	358	670	772	876	-227	243	-518
Services divers aux entreprises.....	1 875	3 643	2 024	26 873	44 091	29 397	-24 998	-40 448	-27 373
Services personnels, culturels et récréatifs.....	90	467	1 338	3 658	3 938	4 852	-3 568	-3 471	-3 514
Services audiovisuels et annexes.....	45	82	1 209	515	623	171	-470	-541	1 037
Autres services personnels.....	44	385	130	3 143	3 315	4 681	-3 099	-2 930	-4 551
Services des administrations publiques.....	11 242	11 549	11 784	93	89	61	11 149	11 460	11 723
REVENUS.....	57 211	56 998	60 625	10 912	16 891	17 291	46 299	40 107	43 334
Rémunération des salariés.....	48 646	50 636	50 778	1 669	3 021	3 241	46 977	47 616	47 538
Revenus des investissements.....	8 565	6 362	9 847	9 243	13 870	14 050	-678	-7 509	-4 203
investissements directs.....	274	617	2 763	3 993	8 079	5 780	-3 720	-7 462	-3 017
investissements de portefeuille.....	5 881	3 154	3 743	280	206	710	5 601	2 947	3 033
Autres.....	2 411	2 591	3 340	4 970	5 585	7 560	-2 559	-2 994	-4 220
TRANSFERTS COURANTS.....	60 098	61 613	66 549	20 077	20 887	23 554	40 021	40 726	42 995
Secteur des administrations publiques.....	56 123	56 702	61 258	14 827	14 236	16 968	41 296	42 466	44 290
Autres secteurs.....	3 976	4 911	5 291	5 251	6 651	6 586	-1 275	-1 740	-1 295
envois de fonds des travailleurs.....	506	348	296	986	1 753	1 604	-480	-1 405	-1 308
autres transferts.....	3 469	4 563	4 995	4 265	4 898	4 982	-796	-335	13
COMPTE DE CAPITAL.....	1 047	1 072	1 234	188	705	888	859	367	346
Transferts en capital.....	1 047	1 072	1 234	188	705	888	859	367	346
Acquisitions d'actifs non financiers.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0

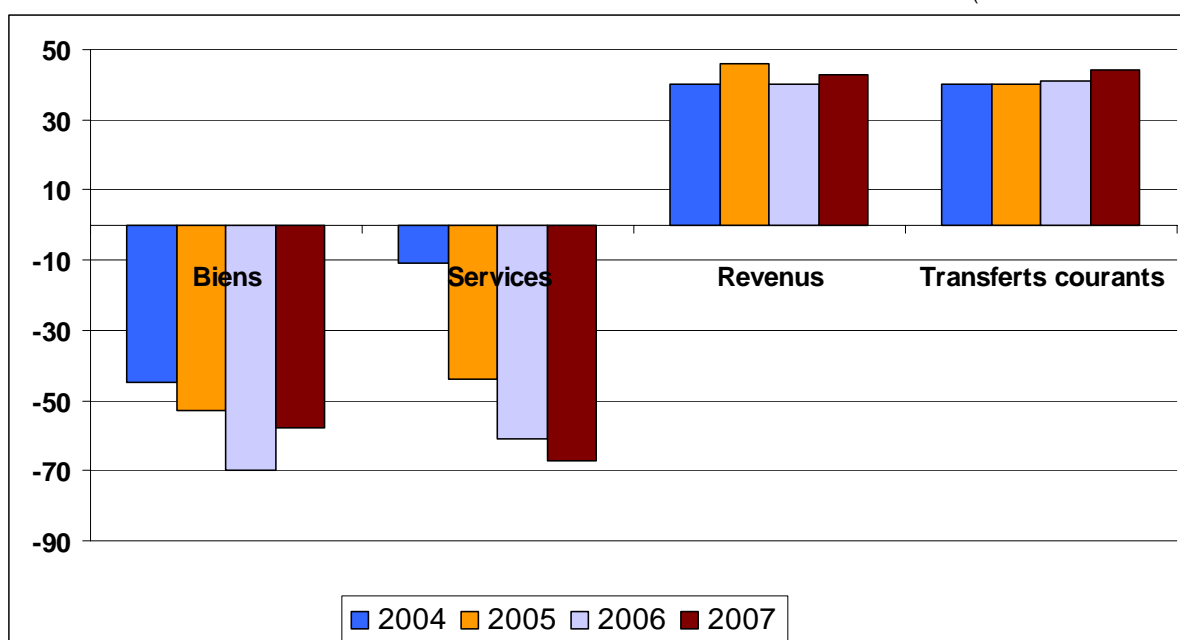
BALANCE DES PAIEMENTS EN TRANSACTIONS DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

<i>En milliers de F CFP</i>	Crédits			Débits			Soldes		
	2005 (1)	2006 (1)	2 007	2005 (1)	2006 (1)	2 007	2005 (1)	2006 (1)	2 007
COMPTE FINANCIER.....	458 066	532 135	682 351	456 246	487 565	656 248	1 820	44 571	26 103
Investissements directs.....	93 775	168 965	215 777	97 359	100 613	158 884	-3 584	68 351	56 894
Nouvelle-Calédonie à l'étranger.....	2 586	1 769	5 319	5 524	4 674	5 918	-2 938	-2 905	-599
Capital social.....	1 491	1 448	5 309	4 307	4 628	5 593	-2 816	-3 180	-284
Autres opérations.....	1 096	321	10	1 217	46	324	-122	275	-314
Étranger à Nouvelle-Calédonie.....	91 188	167 195	210 458	91 835	95 939	152 966	-647	71 256	57 492
Capital social.....	1 572	7 912	744	256	319	903	1 317	7 593	-159
Autres opérations.....	89 616	159 283	209 714	91 579	95 620	152 063	-1 963	63 663	57 651
Investissements de portefeuille.....	92 934	68 098	96 538	69 767	72 299	109 023	23 167	-4 201	-12 485
Avoirs (résid. / titres émis par des non-résid.).....	92 933	68 098	96 538	69 759	72 299	109 023	23 175	-4 201	-12 485
Émissions.....	0	0	12	18 732	19 575	18 793	-18 732	-19 575	-18 781
Négociations.....	40 570	11 287	4 803	50 896	52 724	90 216	-10 326	-41 438	-85 413
Remboursements.....	52 363	56 811	91 723	131	0	14	52 232	56 811	91 709
Autres Investissements.....	271 358	295 072	370 036	289 120	314 652	388 342	-17 762	-19 580	-18 306
Avoirs.....	236 550	268 397	323 919	272 944	287 836	339 767	-36 394	-19 439	-15 848
Autorités monétaires.....	188 011	211 413	253 935	191 905	218 098	260 377	-3 894	-6 685	-6 443
Secteur bancaire.....	11 053	18 426	23 425	33 083	18 371	25 714	-22 031	55	-2 290
Autres secteurs.....	37 486	38 558	46 559	47 955	51 368	53 675	-10 469	-12 810	-7 116
Engagements.....	34 807	26 675	46 117	16 176	26 816	48 575	18 631	-141	-2 458
Prêts.....	34 807	26 675	46 117	16 176	26 816	48 575	18 631	-141	-2 458
Administrations publiques.....	3 064	3 770	3 546	6 258	6 847	7 264	-3 194	-3 077	-3 718
Secteur bancaire.....	26 556	13 421	35 228	6 081	10 723	16 800	20 474	2 698	18 428
Autres secteurs.....	5 188	9 485	7 343	3 837	9 247	24 511	1 351	238	-17 168
.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ERREURS ET OMISSIONS NETTES.....	8 111	5 800	12 316	0	0	0	8 111	5 800	12 316
TOTAL GENERAL.....	725 588	816 189	1 038 323	725 588	816 189	1 038 323	0	0	0

(1) chiffres révisés

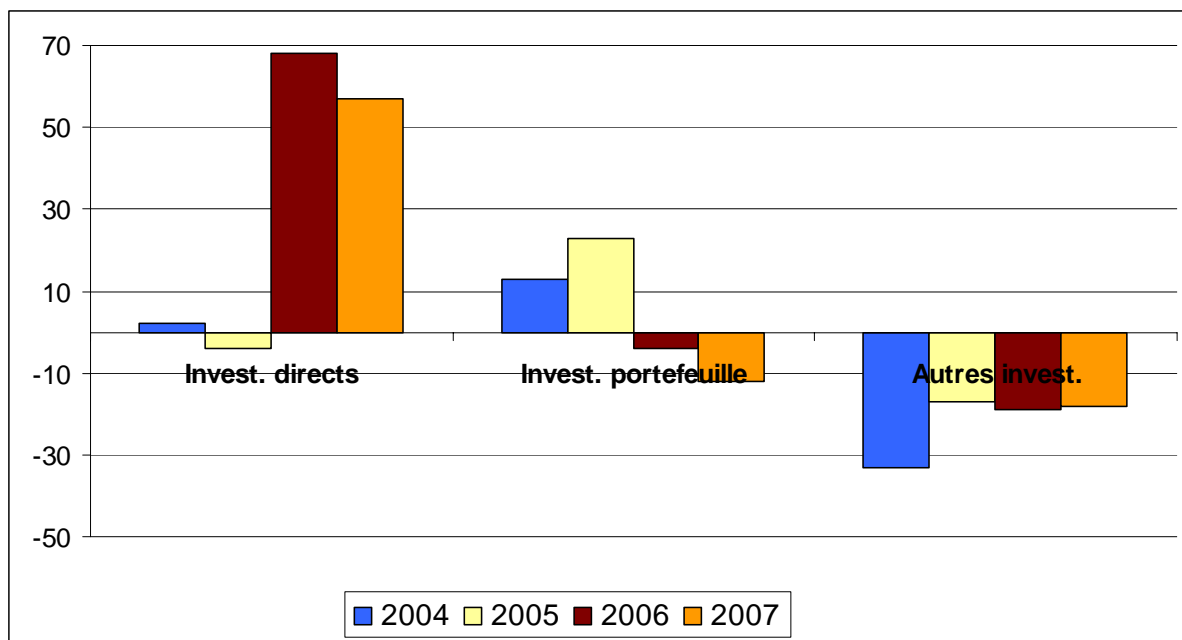
Soldes du compte de transactions courantes

(En milliards de F CFP)

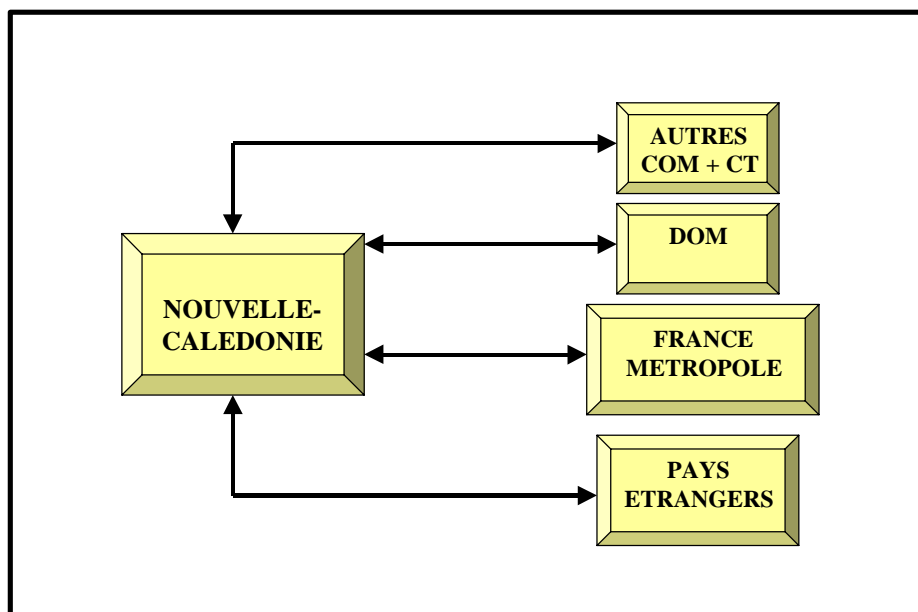


Soldes du compte financier

(En milliards de F CFP)



**PERIMETRE DE DECLARATION DE LA BALANCE
DES PAIEMENTS**



INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Henry-Philippe de CLERCQ
Éditeur : IEOM – Établissement public

Agence de Nouméa

19, rue de la République
B. P. 1758
98845 NOUMEA
E-mail : agence@ieom.nc
Tél. (00.687) 27.58.22
Fax (00.687) 27.65.53

Siège

5, rue Roland Barthes
75598 PARIS cedex 12
Site internet : www.ieom.fr
Tél. (00.33) 1.53.44.41.41
Fax (00.33) 1.44.87.99.62

Achévé d'imprimer en juillet 2008
Dépôt légal : - N° ISSN 1761-7561